

legal
CA1
EA10
98T28
EXF

CANADA

TREATIES
TRAITÉS

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

AUG 6 1999
AOUT

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

TREATY SERIES 1998/28 RECUEIL DES TRAITÉS

MUTUAL LEGAL ASSISTANCE

Agreement between the Government of **CANADA** and the Government of the **REPUBLIC OF KENYA** Regarding the Sharing of Forfeited or Confiscated Assets and Equivalent Funds

Nairobi, August 6, 1998

In force August 6, 1998

ENTRAIDEJUDICIAIRE

Accord entre le gouvernement du **CANADA** et le gouvernement de la **RÉPUBLIQUE DU KÉNYA** concernant le partage des biens confisqués et des sommes d'argent équivalentes

Nairobi, le 6 août 1998

En vigueur le 6 août 1998

VE

ÉS

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
AUG 3 1998
RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

CANADA

TREATY SERIES 1998/28 RECUEIL DES TRAITÉS

MUTUAL LEGAL ASSISTANCE

Agreement between the Government of **CANADA** and the Government of the **REPUBLIC OF KENYA** Regarding the Sharing of Forfeited or Confiscated Assets and Equivalent Funds

Nairobi, August 6, 1998

In force August 6, 1998

ENTRAIDEJUDICIAIRE

Accord entre le gouvernement du **CANADA** et le gouvernement de la **RÉPUBLIQUE DU KÉNYA** concernant le partage des biens confisqués et des sommes d'argent équivalentes

Nairobi, le 6 août 1998

En vigueur le 6 août 1998

56275373-c
56275377-f

**AGREEMENT BETWEEN
THE GOVERNMENT OF CANADA
AND
THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF KENYA
REGARDING
THE SHARING OF FORFEITED OR CONFISCATED ASSETS
AND EQUIVALENT FUNDS**

THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF KENYA, hereinafter referred to as "the Parties",

Considering the commitment of the Parties to cooperate on the basis of the United Nations Convention against the Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances of December 20, 1988;

Desiring to improve the effectiveness of law enforcement in both countries in the investigation, prosecution and suppression of crime and in the tracing, freezing, seizure and forfeiture or confiscation of assets related to crime; and

Desiring also to create a framework for sharing the proceeds of disposition of such assets;

Have agreed as follows:

1. Where one Party (the Assisting Party) has participated in investigations or proceedings resulting in a confiscation or a forfeiture or the payment of funds equivalent to a forfeiture in the jurisdiction of or for the benefit of the other Party (the Assisted Party), the Assisted Party may, consistent with its domestic laws, share with the Assisting Party the net proceeds realised.

ACCORD ENTRE
LE GOUVERNEMENT DU CANADA
ET
LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU KÉNYA
CONCERNANT
LE PARTAGE DES BIENS CONFISQUÉS
ET DES SOMMES D'ARGENT ÉQUIVALENTES

LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU KÉNYA, ci-après appelés les «parties»,

CONSIDÉRANT leur volonté de collaborer aux termes de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes du 20 décembre 1988;

DÉSIRANT améliorer l'efficacité de l'application de la loi dans les deux pays dans le cadre des enquêtes, des poursuites criminelles et de l'élimination de la criminalité ainsi que dans le dépistage, le blocage, la saisie et la confiscation des biens associés à la criminalité; et

DÉSIRANT également créer un cadre pour le partage du produit de l'aliénation de tels biens ;

Conviennent des dispositions suivantes:

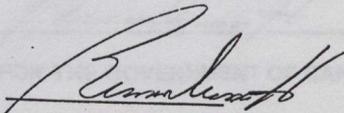
1. Lorsqu'une partie (la partie aidante) a participé à des enquêtes ou procédures ayant donné lieu à une confiscation ou au paiement d'une somme d'argent équivalant à la confiscation dans le ressort de l'autre partie (la partie aidée) ou à l'avantage de celle-ci, la partie aidée peut, conformément à son droit interne, partager avec la partie aidante le produit net de l'aliénation.

2. For the purposes of this Agreement, "forfeiture or the payment of funds equivalent to a forfeiture" shall mean, for Canada, an order of forfeiture of assets related to crime or the payment of funds equivalent to a forfeiture, either of which order is made on behalf of Her Majesty the Queen in right of Canada and for Kenya, forfeiture shall mean an order under Section 178 of the Criminal Procedure Code, Chapter 75 of the law of Kenya as read with Section 389A of the same law, and in any other case, where the government of the Republic of Kenya deems assets or funds to be appropriate for sharing with Canada.
3. Amounts to be shared and the proportion of such amounts to be received by the Assisting Party shall be determined in accordance with the laws of the Assisted Party.
4. Sharing pursuant to this Agreement shall be between the Government of Canada and the Government of the Republic of Kenya. The Assisted Party shall not place any conditions in respect of the use of amounts paid nor shall it make any payments conditional on the Assisting Party sharing them with any state, government, organization or individual.
5. The Assisting Party may bring any cooperation that led, or is expected to lead, to a confiscation, forfeiture or the payment of funds equivalent to a forfeiture to the attention of the Assisted Party.
6. Shares payable pursuant to Article 1 shall be paid in the currency of the Assisted Party unless otherwise stipulated by the Assisted Party. In cases where Canada is the Assisting Party, payments shall be made to the Receiver General of Canada (Proceeds Account) and sent to the Director of the Seized Property Management Directorate. In cases where Kenya is the Assisting Party, payments shall be made as designated by the Central Authority of Kenya, who is the Attorney General or a person designated by the Attorney General.

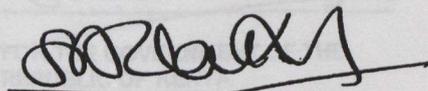
2. Pour l'application du présent Accord, "confiscation ou paiement d'une somme équivalant à la confiscation", s'entend, pour le Canada, d'une ordonnance de confiscation de biens criminellement obtenus ou d'une ordonnance de paiement d'une somme équivalant à la confiscation, l'une ou l'autre au profit de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, et, pour le Kenya, une ordonnance fondée sur l'article 178 du Code de procédure criminelle, chapitre 75 de la loi kényane lu conjointement avec l'article 389A de la même loi, et, dans tout autre cas, lorsque le gouvernement de la République du Kenya est d'avis qu'il est indiqué de partager des biens ou des fonds avec le Canada.
3. Les sommes d'argent à partager et la proportion de ces sommes qui revient à la partie aidante sont déterminées en conformité avec les lois de la partie aidée.
4. Le présent Accord ne vise que le partage entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République du Kenya. La partie aidée ne peut assujettir à aucune condition l'utilisation des sommes d'argent payées, ni ne peut verser le paiement à la condition que la partie aidante le partage avec un quelconque État, gouvernement, organisme ou particulier.
5. La partie aidante peut porter à l'attention de la partie aidée toute collaboration ayant mené ou devant mener à la confiscation ou au paiement des sommes d'argent équivalant à la confiscation.
6. Le partage à effectuer en vertu de l'article premier est effectué en devises de la partie aidée, à moins que celle-ci n'ait stipulé qu'il en sera autrement. Dans les cas où la partie aidante est le Canada, les paiements doivent être faits au Receveur général du Canada (Compte des biens saisis) et ils doivent être expédiés au Directeur de la Direction de la gestion des biens saisis. Dans les cas où la partie aidante est le Kenya, les paiements sont faits selon le mode prévu par l'autorité centrale kényane, soit le Procureur général, ou une personne désignée par le Procureur général.

7. Les voies de communication aux fins de la mise en oeuvre du présent Accord sont, pour le Canada, le Directeur de la section de l'élaboration des politiques stratégiques en matière de poursuites et, pour la République du Kenya, l'autorité centrale.
8. Le présent Accord entrera en vigueur à sa signature.
9. L'une ou l'autre partie peut en tout temps, mettre fin au présent Accord moyennant un préavis écrit à l'autre partie. L'Accord prendra fin six mois après la réception de l'avis.

FAIT à NAIROBI, le 6 Aout mil neuf cent quatre-vingt dix-8, en double exemplaire, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi.


POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA

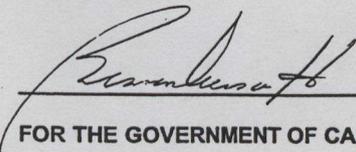
Bernard Dussault


POUR LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE DU KÉNYA

Amos Wako

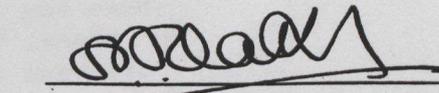
7. The channels of communication for all matters concerning the implementation of this Agreement shall be, for Canada, the Director of the Strategic Prosecution Policy Section and, for the Republic of Kenya, the Central Authority.
8. This Agreement shall enter into force upon signature.
9. Either Party may terminate this Agreement, at any time, by giving written notice to the other Party. Termination shall become effective six months after receipt of the notice.

Done at ~~MAARSS~~ ^{MAARSS!} 6. day of ~~APRIL~~ ^{APRIL}; One Thousand Nine Hundred and Ninety ~~.....~~ ⁸, in duplicate in the English and French languages, each text being equally authentic.



FOR THE GOVERNMENT OF CANADA

Bernard Dussault



FOR THE GOVERNMENT OF THE
REPUBLIC OF KENYA

Amos Wako

© Minister of Public Works and Government Services

Canada - 1998

Available in Canada through your local bookseller or
by mail from Canadian Government Publishing -

PWGSC

Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No.: E3-1998/28

ISBN 0-660-60899-5

© Ministre des Travaux publics et Services

gouvernementaux Canada - 1998

En vente au Canada chez votre libraire local ou par la
poste auprès des Éditions du gouvernement du Canada

- TPSGC

Ottawa, Canada K1A 0S9

N° de catalogue : E3-1998/28

ISBN 0-660-60899-5

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01002287 2

LEGAL

CA1 EA10 98T28 EXF

Canada

Mutual legal assistance : agreement
between the Government of Canada
and the Government of the Republic
of Kenya regarding t

Treaty

CTS 1948/28

LEGAL

CA1 EA10 98T28 EXF

Canada

Mutual legal assistance : agreement
between the Government of Canada
and the Government of the Republic
of Kenya regarding t

56275373

